

PALESTINE SOLIDARITE

Ardèche Drôme

Bulletin N° 38 – Mars 2016



Sommaire

Editorial.....	p 1
Conférence	p 2
Dons	p 2
Etat d'urgence.....	p 3
Projet agriculture.....	p 4
Echanges scolaires.....	p 5
Situation économique & sociale à Gaza	p 6
Lectures, cinéma	p 7
Bulletin d'adhésion.....	p 7
Semaine à Valence	p 8

Action citoyenne de boycott : On ne nous fera pas taire

Début janvier devant les « Amis du CRIF » Manuel Valls a repris les amalgames utilisés par le Premier ministre israélien confondant volontairement par un glissement sémantique : *critique de la politique israélienne=antisémitisme=antisémisme*. Il est allé jusqu'à déclarer à propos du boycott : « Je pense que les pouvoirs publics doivent changer d'attitude vis-à-vis de ce type de manifestation ... Je pense que nous allons prendre des dispositifs... » M. Macron, le 9 février lors d'une réunion de la fondation France-Israël a redit que le boycott d'Israël est « un mouvement odieux... il est interdit »

La Maire de Paris, le groupe socialiste et le groupe des républicains ont immédiatement emboîtés le pas en faisant voter au Conseil municipal du 16 février des délibérations visant à interdire le boycott d'Israël et tout appel en ce sens sur la voie publique.

Cette atteinte à la liberté d'expression est incompréhensible et inacceptable.

Le boycott est une forme d'expression citoyenne pacifique utilisée partout dans le monde. Comment comprendre que les consommateurs puissent refuser d'acheter des produits en provenance de Russie, du Mexique ou de Chine pour exprimer leur désaccord avec la politique de ces pays mais sont condamnables s'ils refusent d'acheter des produits israéliens en provenance des colonies implantées dans les territoires palestiniens occupés. Est-il nécessaire de rappeler que ces colonies sont illégales en droit international, non reconnues par l'O.N.U et considérées entre autres par le Gouvernement français comme le principal obstacle à la paix entre Israël et la Palestine .

Nous assistons en ce début d'année 2016 à un alignement complet de certains responsables socialistes et républicains sur la politique de droite et de droite extrême du Gouvernement Netanyahu qui vient de décider de mettre en place une administration dédiée à la lutte anti BDS avec de très gros moyens financiers et humains.

Répétons-le une fois de plus : l'antisémitisme est insupportable, condamnable moralement et pénalement et nous le combattons de toutes nos forces sans aucune ambiguïté, y compris dans nos rangs si nécessaire. Par contre la critique de la politique israélienne de colonisation, d'atteinte aux Droits de l'Homme, de refus d'appliquer les résolutions de l'O.N.U est indispensable pour tous les citoyens désireux de voir un jour vivre côte à côte Israël et la Palestine dans la paix et le respect mutuel.

Le gouvernement français se grandirait en prenant les moyens de faire appliquer ses propres déclarations sur le conflit israélo-palestinien et les recommandations de l'Union Européenne sur l'étiquetage des produits israéliens issus des colonies. Il semblerait que dans ce domaine aussi, le Président et le Chef du gouvernement ne soient pas prêts à faire respecter par la grande distribution et le commerce en général les engagements de la France.

De plus en plus de citoyens ne sont pas d'accord avec cette politique du double langage et l'ont manifesté en signant des pétitions, participant à des manifestations, à des réunions d'information.

Pour notre part avec de très nombreuses associations, organisations nous continuerons à soutenir les droits nationaux du peuple palestinien par tous moyens pacifiques, y compris le boycott tant qu'Israël ne respectera pas les résolutions de l'O.N.U.

Titre : Palestine Solidarité
Ardèche-Drôme
ISSN 2275-2374
Imprimé par :
Imprimerie Souquet
Tel : 04 75 02 45 46

Association
France-Palestine Solidarité
Ardèche-Drôme
Ancienne école Jean-Jaurès
Rue Pierre Curie
26100 Romans sur Isère
Responsable du bulletin :
Elie BELLE

Elie BELLE

Mardi 29 mars à 18 h salle Charles Michels à Romans Conférence-débat avec Julien Salingue, docteur en science politique

Colonisation, occupation...Quel avenir pour la Palestine ?
La solidarité en question:
la Palestine des ONG entre résistance et collaboration.



Julien Salingue a écrit plusieurs livres :
2011 "A la recherche de la Palestine".
2013 il a codirigé "Israël: un état d'apartheid ?"
2015 « La Palestine d'Oslo » et en novembre 2015 "La Palestine des ONG entre résistance et collaboration".
Ses recherches portent sur le mouvement national palestinien, les dynamiques sociales, économiques et politiques en Palestine.

Conférence organisée par le Groupe AFPS de Romans.

DONS VERSES EN 2015 ET VENTES

Grâce à vos dons (8 990 euros) et une partie des cotisations de nos adhérents nous avons pu envoyer 14 500 euros à nos partenaires associatifs palestiniens.

- Gaza. : Centre de la Paix	1 500 Euros
- Borj el Shemali, camp de réfugiés au Liban (jardin d'enfants)	4 000 Euros
- Projet agriculture à Beit Omar et vallée du Jourdain	5 000 Euros
- S.O.S Palestine	4 000 Euros

TOTAL : 14 500 Euros

En plus de ces dons la totalité du bénéfice des Journées de Solidarité, organisées par le groupe de Romans soit 2 500 € a été envoyée à une structure médicale à Gaza (Medical Sensory Rehabilitation Center).

Au cours de l'année 2015 nous avons vendu pour 8526 € d'huile d'olive et 10 831 € d'artisanat.

ETAT D'URGENCE !

EN DROME NON PLUS, NOUS NE RENONCERONS PAS !

Non au projet de déchéance de la nationalité, non à une démocratie sous état d'urgence, non à une réforme constitutionnelle imposée sans débat, en exploitant l'effroi légitime suscité par les attentats.

Nous n'acceptons pas la gouvernance de la peur, celle qui n'offre aucune sécurité mais qui assurément permet de violer nos principes les plus essentiels.

Nous ne voulons pas non plus de la constitutionnalisation de l'état d'urgence qui l'inscrirait dans le temps, en consacrant son existence, avec le danger de voir son utilisation possible entre les mains de n'importe quel pouvoir politique.

Notre rejet est absolu.

En réaction à l'horreur des attentats, l'état d'urgence a été décrété par le gouvernement, puis aggravé et prolongé. Nous dénonçons l'ampleur des atteintes aux libertés et ce régime d'exception.

Plus de 3000 perquisitions administratives, plus de 400 assignations à résidence, de multiples interdictions de manifester : pour quel résultat ?

23 délits d'apologie d'actes de terrorisme et 6 saisines du parquet antiterroriste : Autant d'affaires qui auraient pu être traitées par la justice sans l'état d'urgence.

En revanche, combien d'entraves à l'activité militante ? Combien d'intimidation envers des militants associatifs, syndicaux, politiques ? Combien de contrôles au faciès ? Combien de dérapages racistes ?

Cette politique sécuritaire nationale se décline au niveau départemental et local.

Dans la continuité de la mobilisation du 30 janvier 2016, nos organisations créent un collectif drômois contre l'état d'urgence. Nous invitons les associations, les syndicats, partis et citoyens à nous rejoindre pour construire une mobilisation la plus massive possible contre cette politique sécuritaire et liberticide.

Un premier rassemblement a lieu le jeudi 10 mars à 15h au tribunal de Valence pour soutenir un militant victime de la répression. liée à l'état d'urgence.

Premiers signataires :

AFPS (association France Palestine Solidarité), ASTI (association de Solidarité avec Tous les Immigrés), Cgt Drôme, EEVL (Europe Ecologie les Verts), Libre Pensée, Ligue des Droits de l'Homme, MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples), NPA 26/07 (Nouveau Parti Anticapitaliste), Parti de Gauche 26, Parti Communiste Français 26, Stop Nucléaire 26/07, Sud culture 07/26, Sud PTT 26/07/4

NON VIOLENCE ET MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN PALESTINE D'un projet à des réalisations

Suite de l'article paru dans notre bulletin de Septembre 2015.
Le projet a été initié en 2013. Il a démarré en 2014 et se poursuit depuis.

AVANCEES DES PROJETS AGRICOLES.

A Beit Ommar, un terrain près de la route 60, en direction d'Hébron, a été remis en état en 2015.
Des arbres ont été plantés fin Octobre 2015.

Le 21 Novembre 2016 l'armée israélienne a bloqué toutes les entrées de Beit Ommar dont le chemin qui va dans le champ qui venait d'être planté dans le cadre du partenariat.

Des interventions ont été faites auprès des autorités israéliennes par les présidents des régions PACA et Rhône Alpes qui financent ce travail et le Consulat de France à Jérusalem, sans résultat à ce jour.

Depuis l'armée israélienne a installé un très haut grillage entre le terrain et la route 60 pour empêcher la remise en état d'un bâtiment situé sur ce terrain qui devait devenir un magasin de vente de la production agricole locale.

Dans la Vallée du Jourdain, des terrains remis en culture ont été plantés en 2015.

Un ordre de démolition a été envoyé par l'armée israélienne aux fermiers exploitant ce terrain. Une action en justice a été engagée soutenue par le Consulat de France et la Région Rhône Alpes.



Grillage posé par l'armée israélienne.

ECHANGES.

Ahmad 26 ans et Mysar 29 ans de Beit Ommar, Hisham 26 ans et Sadem 20 ans éleveurs dans la Vallée du Jourdain sont venus du 14 au 25 Septembre 2015 suivre une formation agricole au CFPPA Oliviers de Serres au Pradel 07. Pendant cette formation ils ont rencontré plusieurs agriculteurs et acteurs ruraux du Sud Ardèche. Ils sont intervenus à la Fête de la Confédération Paysanne de l'Ardèche le 19 Septembre où ils ont pu parler de la situation de l'agriculture en Palestine. Ils ont été reçus à Cruas par le Maire et des élus.

La Conseillère Départementale Ardèche chargée de la Solidarité Internationale a été les rencontrer au CFPPA au nom du Département de l'Ardèche.

Ils ont passé le Week End du 19-20 à Valence reçus par l'association AJAM2France avec qui ils sont toujours en lien.

Les 4 jeunes ont été contents de leur séjour et des contacts qu'ils ont pu tissés.

Ce séjour réussi a été possible grâce à l'investissement des formateurs du CFPPA et à la présence pendant les 2 semaines d'Eric qui a tout traduit du français en arabe.

MISSION.

Du 18 au 25 Octobre 2015 une mission a été rencontrer nos partenaires palestiniens.

Cette Mission était composée de Serge et Marie Paule du MAN, de Selma et Youness d'AJAM2France et de Marc de l'AFPS 07/26.

Nous avons pu rencontrer tous nos partenaires et vérifier avec eux l'avancée des travaux.

La présence avec nous de Selma et Youness qui parlent arabe nous a permis d'entrer en contact avec plus de personnes et surtout des jeunes. Nous avons retrouvé les 4 jeunes qui étaient

venus en Ardèche en Septembre et avons posé des jalons en vue de la construction de la laiterie prévue dans la Vallée du Jourdain près de Jifflit.

Malgré beaucoup de difficultés rencontrées, le projet avance et va continuer en 2016.

A suivre ...

Marc FERRAPIE

ECHANGES ENTRE ELEVES DE GAZA ET DE DROME-ARDECHE

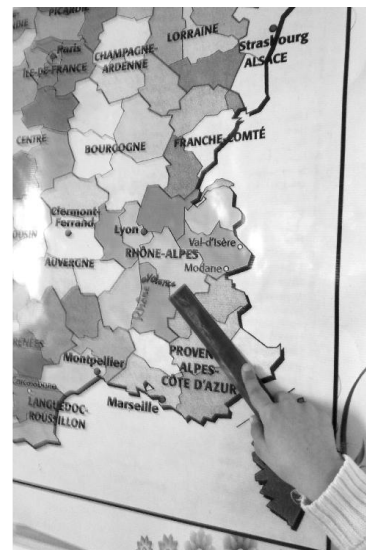
Les correspondances commencées pendant l'année scolaire 2014/2015 entre des élèves de Gaza apprenant le français et des élèves de Valence continuent cette année 2015/2016 et se sont mises en place dans 2 lycées de Tournon .

Les Lycées participants sont :

- Le Lycée Professionnel Amblard de Valence
 - Le Lycée Professionnel Marius Bouvier de Tournon
 - Le Lycée d'Enseignement Général Gabriel Faure de Tournon
- Des professeurs du Lycée Polyvalent Henri Laurens de Saint Vallier sont intéressés et vont rejoindre cette action.

Pascal TERRASSE, Député de l'Ardèche, rencontré en sa qualité de Secrétaire Général de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie, soutient cette initiative. Il a écrit à Madame Michaëlle JEAN, Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie :

« Il me serait tout à fait agréable que vous puissiez prescrire un examen attentif et bienveillant à ce projet et envisager d'y apporter votre soutien moral et, dans la mesure du possible, une aide financière.»



Des élèves de Gaza recherchent l'emplacement de la Drôme sur une carte.

Du 21 au 25 Mars 2016, semaine de la presse dans l'Education Nationale, Radjaa ABOUDAGGA, journaliste de Gaza, va intervenir auprès d'élèves de ces 4 Lycées. A partir de son travail de journaliste il pourra parler de la situation de la Palestine et de Gaza en particulier.

Du 25 au 29 Avril 2016, Abdelnasser ELSSAYED et Bassem ABOUDRAZ, inspecteurs de français à Gaza , devraient venir en France pour rencontrer les professeurs et élèves engagés dans cette action . 2 réunions publiques sont programmées avec eux à Valence et Tournon.



Des élèves préparent des textes pour leurs correspondants.

Cette visite si elle peut avoir lieu, tout a été fait pour cela, permettra par une connaissance personnelle des différents acteurs de consolider cette action et de la développer.

Cette action est ouverte à d'autres établissements scolaires où des professeurs seraient intéressés.

Il y a 2300 élèves de 12-16 ans qui apprennent le français à Gaza.

Cette action par les échanges entre des enfants avec deux réalités très différents mais une même langue contribuera à apporter une pierre à la recherche de la Paix entre les peuples.

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE A GAZA EN 2015

Pour beaucoup d'économistes locaux et internationaux, l'année 2015 est considérée comme la plus catastrophique pour l'économie palestinienne depuis 20 ans.

L'économie de la bande de Gaza souffre d'une crise très grave due aux agressions israéliennes, à la fermeture des passages commerciaux et au blocus. Cette situation empêche tout développement d'une économie en faillite qui ne trouve pas les ressources nécessaires pour sortir d'une crise qui touche tous les secteurs.

La fermeture totale des passages commerciaux qui relie la bande de Gaza au monde extérieur depuis 2007, et son ouverture aléatoire, sporadique, arbitraire et partielle, ont rendu l'économie gazaouie chaotique, sans aucun espoir de redressement, tous les secteurs économiques sont paralysés en raison de l'arrêt complet de tous les projets en cours.

La situation économique catastrophique dans la bande de Gaza en 2015 se manifeste par :

Le pouvoir d'achat est devenu très faible pour les Palestiniens de Gaza en 2015, ayant connu un recul de 9% selon le ministère palestinien de l'économie dans son rapport annuel de 2015.

► L'infrastructure civile : Selon le Comité national de la reconstruction de Gaza, 36% de l'infrastructure civile de la bande de Gaza ont été détruits sans aucun espoir de reconstruction immédiate, notamment avec le retard dans le début des projets de reconstruction privé et public.

Les pertes financières directes ou indirectes dues à cette dégradation dépassent les 4 milliards d'euros ► selon l'autorité des finances dans les territoires palestiniens.

► Le secteur privé a été le secteur le plus touché à cause de la destruction de 90% des usines, des entreprises privées et des ateliers, avec l'interdiction d'entrée des matières premières pour tous les projets et plus de 700 installations industrielles fermées sans réouverture.

► Le secteur de l'agriculture qui employait 20.000 travailleurs a aussi été touché. Les chiffres du Ministère palestinien de l'Agriculture montrent qu'actuellement, 4.200 personnes seulement travaillent, avec une baisse permanente de revenu. Ce secteur souffre, en dehors de la destruction des terres agricoles et des fermes, de l'interdiction israélienne permanente d'exporter les produits agricoles de Gaza, connus pour leur qualité, notamment les fraises, les roses, les tomates et les oranges, vers les marchés extérieurs

► Le secteur de la pêche souffre énormément des attaques permanentes de la marine israélienne. Celle-ci interdit aux pêcheurs Gazaouis de s'éloigner de plus de 500 mètres dans les eaux de Gaza. Ces restrictions et ces limites ont influencé ce secteur et plus de 700 pêcheurs, ont, soit changé d'activités, soit continué à pêcher mais avec un revenu minimum.

- Le chômage a augmenté. Le taux de chômage a dépassé les 67% en novembre 2015. Mais le phénomène le plus dangereux, selon l'Organisation Mondiale du Travail, dans son rapport sur Gaza en novembre 2015, est la hausse du chômage chez les jeunes et les diplômés de moins de 30 ans, qui atteint 77 %.

► La pauvreté : 67% de la population de Gaza vit en dessous de seuil de pauvreté, depuis Juillet 2014. Selon le bureau palestinien des statistiques, le taux de l'insécurité alimentaire dépasse les 73% chez les familles. Le problème est, qu'au début de 2016, il n'y a aucun indicateur d'une amélioration immédiate dans la situation économique pour la bande de Gaza, surtout avec le maintien du blocus israélien et le retard dans les projets de reconstruction, sans oublier les menaces israéliennes contre cette région de plus en plus laissée à son sort.

Extraits d'un texte de Ziad Medoukh, professeur de français à l'Université. Reçu par mail le 7 février 2016.

LECTURES :

La Palestine et la Cour pénale internationale. Alia Aoun, William Bourdon, Christine Chanet, Association France Palestine Solidarité / Fondation Gabriel Péri. Edité par la Fondation Gabriel Péri (Notes), 2015, 5,00 euros.

Histoire du Proche-Orient contemporain. Leyla Dakhli. Editions La Découverte (collection « Repères »), 2015, 128 pages, 10,00 euros.

Palestine le malaise français. Révélations des archives de l'Elysée. Charles Onana. Editions Duboiris, 2015, 366 pages, 20,00 euros.

Israël - Palestine, les mains tendues. 13 auteurs, Sous la direction d'Agnès Vincent. Réel Éditions (Collection « Les récits du vivre ensemble »), 2015, 276 pages, 25,00 euros.

Echos de Palestine – Florilège. Collectif de jeunes palestiniens-ne-s, Préface de Gilbert Sinoué. Les Editions du Littéraire (Collection « La bibliothèque de Babel »), 2015, 112 pages, 10,00 €

Jérusalem terrestre. Emmanuel Ruben. Editions Inculte / Dernière Marge, 2015, 176 pages, 16.90€
Un texte qui interroge les cartes, met au jour les frontières, les limites, les murs...

Atlas du Moyen-Orient. Aux racines de la violence. Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud. Editions Autrement (Collection « Atlas-Monde », 2016, 96 pages, 24,00 euros.

Présente absence. Mahmoud Darwich, traduit de l'arabe (Palestine) par Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar. Editions Actes Sud, 2016, 128 pages, 17,00 euros

Je soussigné, Mahmoud Darwich. Entretien avec Ivana Marchalian, traduit de l'arabe par Hana Jaber, Editions Actes Sud, 2016, 96 pages, 17,00 euros

Une parole juive contre le racisme. Union Juive Française pour la paix. Editions Syllepse (Collection « Arguments et mouvements »), avril 2016, 96 pages, 5,00 euros.

Palestine et Palestiniens. La 3ème édition de l'unique guide de voyage en Palestine en français réalisé par des Palestiniens. Edition 2016, 470 pages. Diffusion : Le Philistin (<http://fipsouk.fr/>). 36,00 euros + 6,00 de frais d'envoi.

BULLETIN D'ADHESION / DONNS 2016.

Bulletin, à remplir et envoyer avec votre règlement à

AFPS Ardèche – Drôme

Ancienne école Jean Jaurès. Rue Pierre Curie. 26100 Romans-sur-Isère

Nom : Prénom : Année de naissance :
 Adresse :
 Code Postal : Commune :
 Tel : Courriel:

Je souhaite :

- Adhérer à l'AFPS. Je cotise dans la tranche n° soit €. L'adhésion comprend le bulletin Ardèche-Drôme, la revue nationale "Palestine Solidarité".
 - Faire un don de€ pour le jardin d'enfants du Camp de réfugiés de Borj el Shemali (NAJDEH, Liban).
 - Faire un don de€ pour financer le Centre de la Paix à Gaza.
 - Faire un don de€ pour financer le projet Beit Omar et vallée du Jourdain.
 - Faire un don de€ pour l'aide d'urgence : « S.O.S Palestine/Gaza ».
 - Faire un don de€ à affecter en fonction des priorités.
 - Avoir des renseignements sur les parrainages d'enfants Palestiniens.
- Un reçu pour déduction fiscale vous sera adressé au début de l'année 2017.

Tranche n°	Revenus mensuels adhérent	Cotisation annuelle
1	Inférieurs à 500 € / mois	10 €
2	De 500 à 1 000 € / mois	25 €
3	De 1 000 à 1 500 € / mois	40 €
4	De 1 500 à 2 000 € / mois	55 €
5	De 2 000 à 2 500 € / mois	70 €
6	De 2 500 à 3 000 € / mois	85 €
7	De 3 000 à 3 500 € / mois	100 €
8	Supérieurs à 3 500 € / mois	120 €

Je verse la somme totale de €

Date et Signature :

DU 25 AU 30 AVRIL A VALENCE LA PALESTINE DANS TOUS SES ETATS

"LA PALESTINE DANS TOUS SES ETATS " une semaine pour parler, voir, écouter, discuter, jouer, consommer, danser... Du 25 au 30 avril prochain, à Valence, à la salle des Clercs, place de l'université mais aussi en d'autres lieux de Valence ainsi qu'à Tournon, on parlera de la Palestine qui en a besoin plus que jamais.

Cette semaine est organisée par le Collectif drômois pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens.

A la salle des Clercs (1) auront lieu des expositions sur Gaza, l'eau en Palestine... Des films documentaires seront projetés en continu à la demande. De l'artisanat et des produits de Palestine seront proposés à la vente et il y aura aussi dégustation de pâtisseries orientales et de thé à la menthe pendant la journée. La salle sera ouverte toute la semaine de 10h à 19h.

Une tombola dont les lots seront des objets ou produits de Palestine sera tirée le samedi après-midi. Vous pouvez obtenir des billets pour cette tombola auprès des membres de l'association ou du collectif.

Les événements qui jalonnent la semaine :

Lundi 25 à 18h: vernissage de l'exposition.

Mardi 26 à 20h: conférence débat avec Miko Peled et le père Rahed à la salle Pic du Conseil Général au sujet de Gaza.

Mercredi 27 à 15h: contes à la médiathèque du Plan à Valence.

A 20h, toujours au Plan, dans la salle de la Maison pour tous, rencontre publique avec Abdelnasser Elsayed et Bassem Aboudraz inspecteurs de l'enseignement du français à Gaza. Toute la semaine ils rencontreront professeurs et élèves des lycées de Valence, Tournon et St Vallier qui participent à une correspondance avec des élèves de Gaza.

Jeudi 28 à 20h au Cinéma Le Navire à Valence: projection du film Palestinien "Dégradé" suivi d'un débat avec Norma Marcos cinéaste franco-palestinienne.

A Tournon à 20 h réunion publique avec Elsayed et Aboudraz.

Vendredi 29 à 20h à la Maison des Syndicats à Valence: conférence et débat avec René Backman, journaliste à l'Observateur et à Mediapart.

Samedi 30 à la salle des Clercs: ce sera une journée festive faisant alterner poésie, musique, danse, restauration légère tout au long de la journée.

(1). Nous venons d'apprendre que la mairie de Valence (courrier du 19 février) vient de nous refuser la salle des Clercs alors que celle-ci était retenue depuis trois mois et qu'un accord (convention d'utilisation), signé du Service et de l'adjointe à la Culture, était arrivé le 2 février. Le prétexte évoqué est que l'AFPS serait une organisation « politique ». Le collectif est bien décidé à ne pas laisser sans réponse cette étrange décision.